

Baromètre de l'innovation Octobre 2014

*Libertés publiques et données
personnelles sur le web : quelles sont
les attentes des Français ?*

Un baromètre BVA – Syntec numérique

Ce sondage est réalisé par

BVA

pour le

Syntec
NUMÉRIQUE

DES ENTREPRISES
QUI CHANGENT
LE MONDE

Publié dans



et



le 15 octobre, et diffusé sur



BVA Opinion



Recueil

Enquête réalisée auprès de **2 échantillons** :

- **Un échantillon de Français** recrutés par téléphone et interrogés par Internet* les 8 et 9 octobre 2014.
- **Un échantillon d'éditeurs de logiciels** interrogés par Internet du 7 au 10 octobre 2014.



Echantillon

Français : un **échantillon de 1224 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus a été interrogé. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Editeurs : Un **échantillon de 67 éditeurs** de logiciels a été interrogé.

** Il ne s'agit pas d'un access panel.*

Note sur les marges d'erreur

Comme pour toute enquête quantitative, cette étude présente des résultats soumis aux marges d'erreur inhérentes aux lois statistiques. Le tableau ci-dessous présente les valeurs des marges d'erreur suivant le résultat obtenu et la taille de l'échantillon considéré :

Taille de l'échantillon	Intervalle de confiance à 95% selon le score					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4 000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10 000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture : Dans le cas d'un échantillon de 1 000 personnes, pour un pourcentage obtenu par enquête de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5. Le pourcentage a donc 95% de chance d'être compris entre 17,5% et 22,5%.

L'œil du sondeur : Erwan Lestrohan

Réalisée par Internet auprès de 1224 Français âgés de 18 ans et plus, la vague d'octobre du Baromètre de l'Innovation s'est intéressée à la relation entre l'Internet et les libertés publiques. De nombreuses interrogations pèsent actuellement sur la qualité de la protection des données personnelles diffusées sur le web, dans un contexte marqué par les écoutes de la NSA, la diffusion de données privées de personnalités ou encore les piratages de données bancaires. Le Syntec Numérique et BVA ont donc souhaité faire le point sur les opinions des Français à l'égard de la sécurité des informations diffusées sur Internet. A quel acteur font-ils le plus confiance pour les protéger ? Sont-ils favorables à un contrôle accru de l'Etat ? Sont-ils bien informés des risques que courent leurs données personnelles ?

Pour assurer la protection des données personnelles sur Internet, la confiance des Français va majoritairement vers une institution publique...et indépendante

Lorsque l'on interroge les Français sur l'acteur qu'ils jugent le plus efficace pour les **protéger de l'utilisation de leurs données personnelles sur Internet**, une hiérarchie des opinions assez précise se dessine. **Pour 70% des Français l'acteur le plus efficace dans ce domaine serait une autorité indépendante comme la CNIL**, devant les sociétés privées, via les protections qu'elles mettent en place sur leurs sites Internet (16%) et les pouvoirs publics, l'Etat (11%).

Ce classement apporte tout d'abord un enseignement : **les Français font plus nettement confiance aux intuitions publiques qu'aux sociétés privées** qui pâtissent probablement de leur image commerciale et du marketing en ligne, voire du spamming, auquel sont confrontés les internautes. Dans un deuxième temps, si la protection des données personnelles sur Internet est donc plus logiquement une mission reliée au service public, il est important de noter que **les Français accordent une confiance plus marquée à une autorité indépendante**, une défiance à l'égard de l'Etat qui trouve probablement sa source dans l'affaire de la NSA aux Etats-Unis.

L'œil du sondeur : Erwan Lestrohan

Des Français majoritairement favorables à ce que l'Etat contrôle plus fortement ce qui est diffusé sur Internet...

57% des Français se déclarent favorables à ce que l'Etat contrôle davantage ce qui est diffusé sur Internet car cela limiterait les **dérives**, contre 41% qui y sont opposés car cette posture réduirait la liberté sur le web. Il est important de noter que cette **volonté d'une plus grande présence de l'Etat comme gendarme du web** est majoritaire dans toutes les sous-populations du grand public. En matière de contrôle des informations diffusées, **la nécessité de limiter les dérives en matière d'informations diffusées est donc un chantier prioritaire pour les Français**, devant la thématique de la liberté des internautes.

...alors qu'une majorité d'entre eux estiment qu'ils connaissent plutôt mal les risques qu'ils courent en matière de protection de leur vie privée en ligne.

La volonté d'un plus grand contrôle de l'Etat sur ce qui est diffusé en ligne trouve son explication dans le fait que **les Français ont une mauvaise connaissance des risques qu'ils encourent sur le web concernant la protection de leur vie privée**. En effet, 54% estiment qu'ils connaissent plutôt mal ces risques et plus fortement encore les populations les moins internautes que sont les ouvriers (62%), les employés (60%), les 50-64 ans (58%) et les 65 ans et plus (57%). **Seuls 45% des Français estiment qu'ils connaissent plutôt bien les risques qu'ils encourent en matière de protection de leur vie privée** sur Internet, un jugement que seules des populations plus technophiles comme les 18-24 ans (58%) et les cadres (55%) partagent majoritairement.

Les boîtiers enregistreurs intégrables aux automobiles : un poids sur la vie privée trop lourd au regard des économies potentielles

Interrogés sur leur intérêt quant à l'installation de boîtiers dans les voitures qui enregistreraient leurs habitudes de conduite, données qui pourraient être transmises aux assureurs, **les Français se sont montrés majoritairement opposés**. 78% se sont déclarés défavorables à ces boîtiers car cette technologie empiéterait sur leur vie privée contre 21% uniquement qui s'y sont déclarés favorables car cette technologie réduirait leurs factures, des résultats qui montrent un frein important lié à l'intrusion dans la vie privée de cette technologie, quand bien même elle permettrait de réaliser des économies financières.

L'œil du sondeur : Erwan Lestrohan

Au global, les résultats de notre sondage d'opinion auprès des Français montrent un besoin de protection assez important en matière d'informations personnelles sur Internet. Cette protection devra être intégrée à l'action des pouvoirs publics, de façon indépendante, permettre de contrôler les contenus diffusés sur le web et d'informer au mieux les citoyens sur les risques qu'encourent leurs données personnelles, tout en considérant avec attention leur opposition à l'intrusion des TIC dans leur vie privée.

Des éditeurs de logiciel dont la confiance se maintient et dont les investissements progressent

Sur le plan du moral, la fin d'année 2012 avait été marquée par un regain de confiance des éditeurs de logiciels à l'égard de l'avenir de la situation économique de leur entreprise (jusque septembre 2012, le pessimisme était régulièrement majoritaire). L'embellie constatée en décembre 2012 se poursuit donc depuis 2 ans et la part d'éditeurs se déclarant plus confiants sur le plan économique depuis ces trois derniers mois atteint 66%, contre 34% se déclarant plutôt moins confiants, soit **un indicateur de « moral économique » qui atteint son plus haut niveau depuis décembre 2013 (66% également).**

Sur le plan de l'état d'avancement des objectifs, les éditeurs de logiciels ont déclaré **des progressions relativement en phase avec ce qui était mesuré il y a 1 an à la même époque.** 37% des éditeurs se déclarent en dessous de leurs objectifs (42% en sept. 13), 9% au dessus de leurs objectifs (14% en sept. 13) et 54% en ligne avec leurs objectifs (44% en sept. 13).

Si uniquement 46% des éditeurs disaient avoir prévu d'augmenter leurs effectifs cette année en juin 2014, ce taux passe à 52% pour cette vague d'interrogation, un résultat qui fait probablement écho au bon moral économique mesuré. Si **les intentions d'embauche progressent légèrement** à l'orée du troisième trimestre 2014, **les projets d'investissements sont en nette progression**, 72% des éditeurs ayant déclaré qu'ils ont l'intention d'investir sur de nouveaux projets dans les trois mois à venir. Cette part d'éditeurs déclarant un projet d'investissement pour le trimestre à venir est supérieure de 9pts à celle mesurée en juin 2014.

L'œil du Président du Collège Editeurs : Bruno Vanryb



Les Français sont inquiets pour leurs données personnelles

Baromètre Syntec Numérique - BVA / Octobre 2014

Les Français sont-ils inquiets face à l'utilisation de leurs données personnelles, collectées sur Internet ? C'est la question à laquelle nous avons voulu répondre dans cette nouvelle vague du baromètre de l'innovation BVA-Syntec Numérique, en partenariat avec 20 Minutes, BFM Business, 01 Net et L'Usine Nouvelle.

En effet, seuls 45% des personnes interrogées estiment qu'ils connaissent plutôt bien les risques qu'ils encourent en matière de protection de leur vie privée sur Internet. Ce sont les jeunes et les technophiles qui se sentent le plus à l'aise, alors que le reste de la population se sent mal informé.

Face à cela, **les internautes attendent que les institutions publiques agissent, en amont et en aval**. Pour protéger les internautes de l'utilisation de leurs données personnelles sur Internet, 70 % des personnes interrogées jugent que l'action d'une autorité indépendante, comme la CNIL, serait la plus efficace. Les dispositifs mis en place par les sociétés privées, notamment celles du web, ne recueillent que 16 % des suffrages. Ce qui montre bien le **déficit de crédibilité**, mais sans doute aussi le **manque de pédagogie de la part de ces acteurs privés, sur leur capacité à s'auto-réguler**. La difficulté de faire appliquer son droit à l'oubli sur certaines données qu'on trouve sur Internet, ou encore les scandales liées aux fuites, volontaires ou involontaires, de données personnelles ont forcément eu un impact dans l'opinion.

Les Français ne semblent pas davantage rassurés même quand il s'agit d'en retirer un avantage personnel. Par exemple, ils sont 78 % - soit une très large majorité - à être opposés à l'installation de boîtiers dans leurs voitures, qui enregistreraient leurs données de conduite afin d'être transmises à leur compagnie d'assurance. C'est ce qui commence à être fait aux Etats-Unis et cela permet d'optimiser le coût de sa police en temps réel. **Entre une nouvelle brèche dans leur vie privée et des potentielles économies, les Français semblent avoir tranché pour le moment !**

L'œil du Président du Collège Editeurs : Bruno Vanryb



D'autre part, et dans la même logique, **une grande partie des Français interrogés souhaitent (57 %) que l'Etat contrôle fortement les contenus diffusés sur Internet**. Pour limiter les dérives, une majorité est donc prête à restreindre les libertés individuelles. Cet arbitrage a d'ailleurs été l'objet de vive discussions, au Parlement et au sein de la société civile, dans le cadre du vote du projet de loi contre le terrorisme : **les Français semblent donc aller dans le même sens que le gouvernement, en faisant de l'Etat le garde-fou du web !** De quoi continuer d'alimenter le débat sur la nécessaire neutralité du net...

La collecte de données privées est au cœur de la prochaine révolution technologique : celle des objets connectés. Alors que nous en sommes au début de leur développement, les Français semblent réservés. Pour les rassurer, il est nécessaire de recréer un lien de confiance entre l'Etat, les autorités indépendantes et les acteurs économiques afin de ne pas ouvrir la voie à des réglementations trop contraignantes. La relève économique passera par le numérique à ce prix là...

Moral en hausse et investissements massifs pour nos éditeurs de logiciels

Alors que peu d'indicateurs économiques sont au vert, **le moral des éditeurs semble se maintenir dans une forme impressionnante !** 66 % d'entre eux se déclarent confiants dans l'avenir de la situation économique de leur entreprise et de leur secteur. Une nouvelle fois, ce taux est au-dessus du seuil symbolique des 60 % ; c'est aussi le plus haut niveau jamais atteint depuis la création de ce baromètre BVA – Syntec Numérique, un niveau qui n'a été atteint qu'une seule autre fois, en décembre 2013.

Les éditeurs démontrent qu'ils sont réalistes dans leurs prévisions budgétaires, ce qui leur permet de rester positifs quel que soit le contexte économique : en effet, 54 % considèrent qu'ils sont en ligne avec leur objectifs, soit 10 points de plus par rapport à l'année dernière.

L'œil du Président du Collège Editeurs : Bruno Vanryb



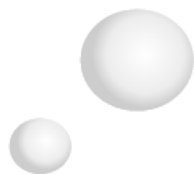
Conséquences directes de cette confiance : les prévisions d'embauches sont en hausse. Pendant longtemps, l'optimisme des éditeurs avaient du mal à se concrétiser en création d'emplois : cette fois, et depuis la précédente vague de juin 2014, cette volonté de contribuer à réduire le fort chômage qui touche notre pays, se confirme ! 52 % des éditeurs interrogés disent avoir prévu d'augmenter leurs effectifs cette année.

Côté investissements, c'est la même dynamique : une très large majorité des éditeurs (72 %) affirment qu'ils ont l'intention d'investir sur de nouveaux projets dans les trois mois à venir. C'est un bond de 9 points par rapport à notre vague de juin 2014, et cela reflète vraisemblablement la nécessité de **repenser leur offre dans un univers en mutation rapide.**

En effet, Internet, le Cloud et le Big Data, n'impactent pas que l'industrie traditionnelle. Le logiciel change complètement de nature et les éditeurs doivent revoir, non seulement leurs produits, mais aussi leurs modèles économiques. C'est pour relever ce motivant défi que notre secteur continue de faire preuve d'optimisme et d'investissement sur l'avenir, tant en termes de projets que d'emplois.

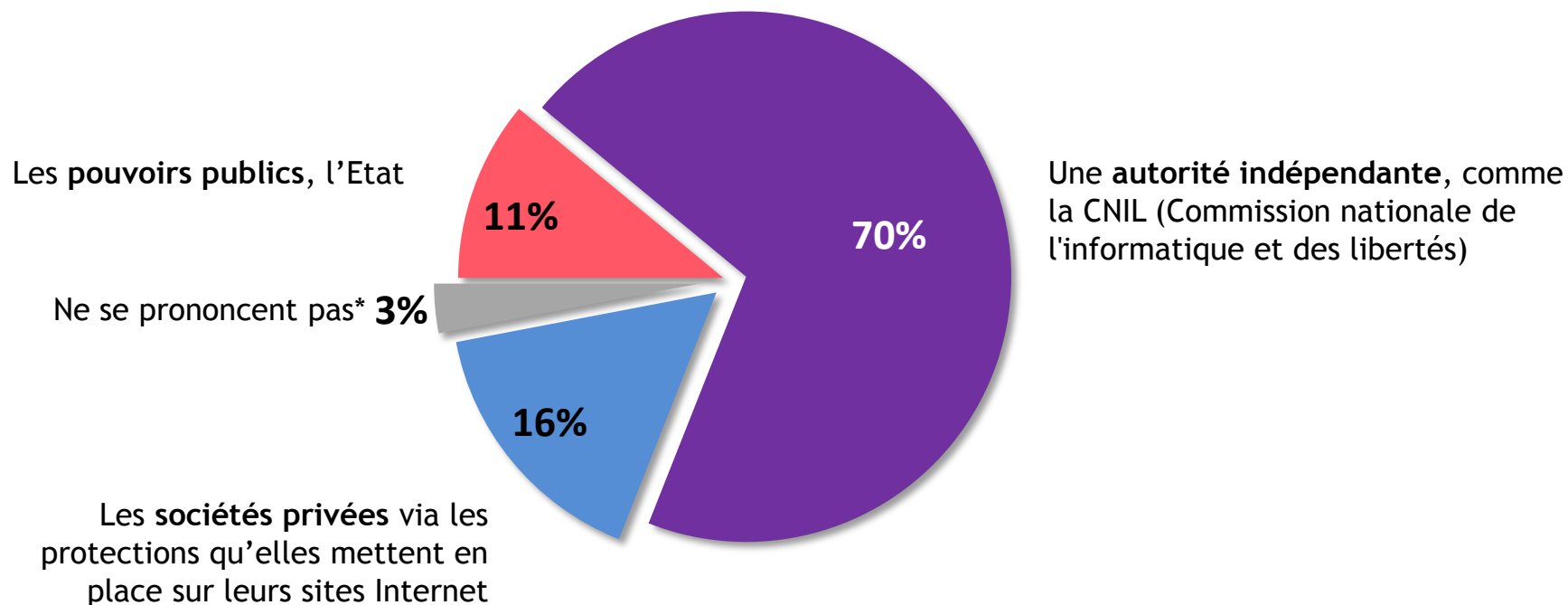
Bruno Vanryb
Président du collège Editeurs, Syntec Numérique

I - Résultats des questions d'actualité posées aux Français



Une autorité indépendante comme la CNIL, acteur jugé le plus efficace pour assurer la protection des données personnelles sur Internet

- Parmi les acteurs suivants, lequel est selon vous le plus efficace pour vous protéger de l'utilisation de vos données personnelles sur Internet ?



* Item non suggéré

Des Français majoritairement favorables à ce que l'Etat contrôle plus fortement les contenus diffusés sur Internet

- *Seriez-vous favorable ou opposé à ce que l'Etat contrôle davantage ce qui est diffusé sur Internet ?*

Favorable,
car cela limiterait les
dérives sur Internet

57%

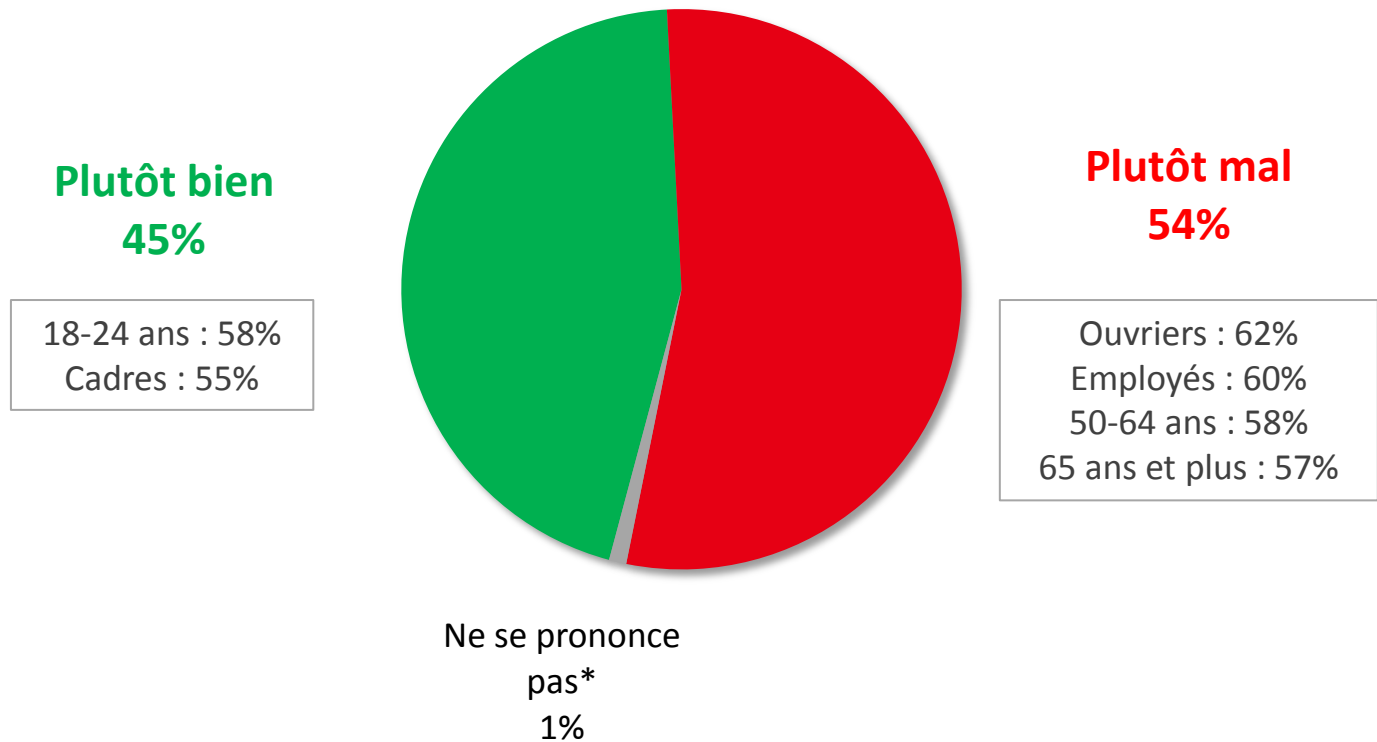
Ne se prononce
pas*
2%

Opposé,
car cela limiterait la liberté
sur Internet
41%

** Item non suggéré*

Des Français qui se sentent mal informés des risques courus en matière de protection de la vie privée sur Internet

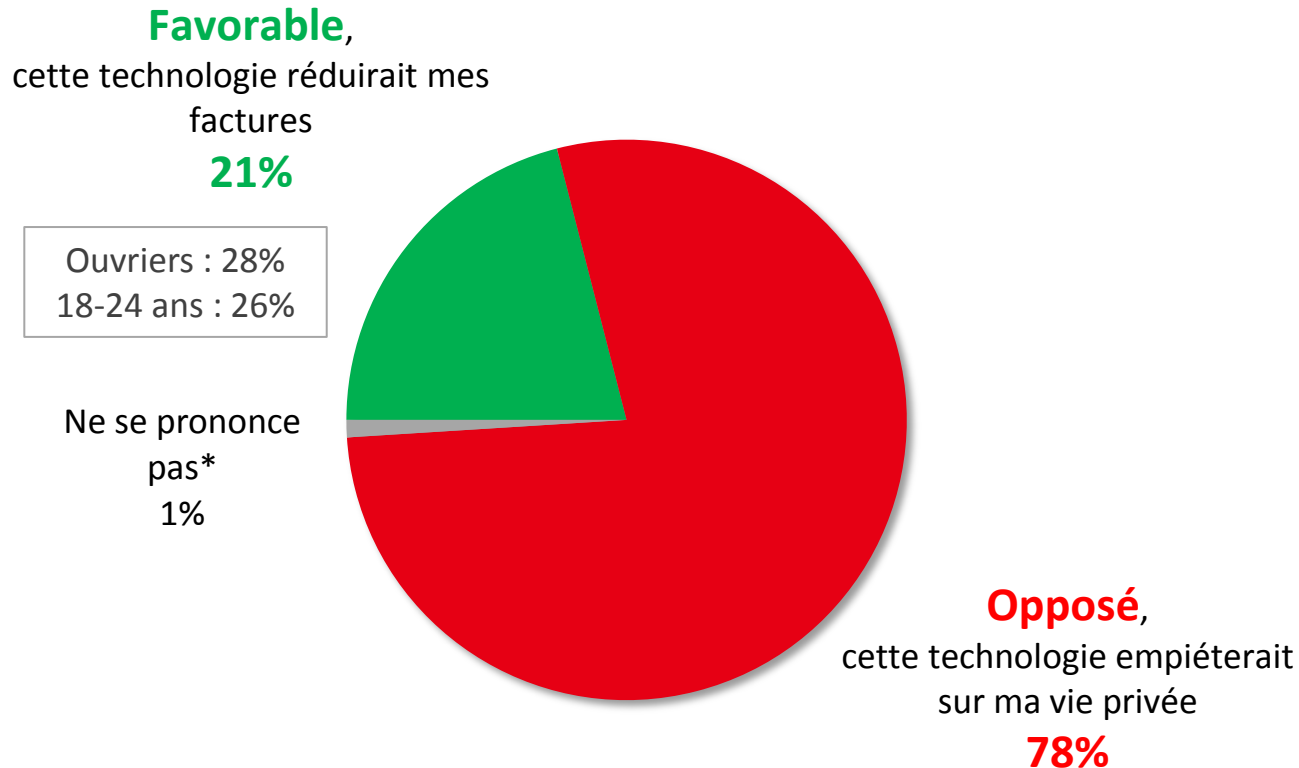
- Concernant la protection de votre vie privée sur Internet, estimez-vous que vous connaissez plutôt bien ou plutôt mal les risques que vous courez ?



* Item non suggéré

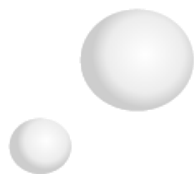
Bien qu'ils soient susceptibles de générer des économies, les boîtiers enregistreurs sont rejetés car jugés trop intrusifs

- *Seriez-vous plutôt favorable ou plutôt opposé à l'installation de technologies comme des boîtiers dans les voitures qui enregistrent vos habitudes de conduite et transmettent ces informations aux assureurs ?*



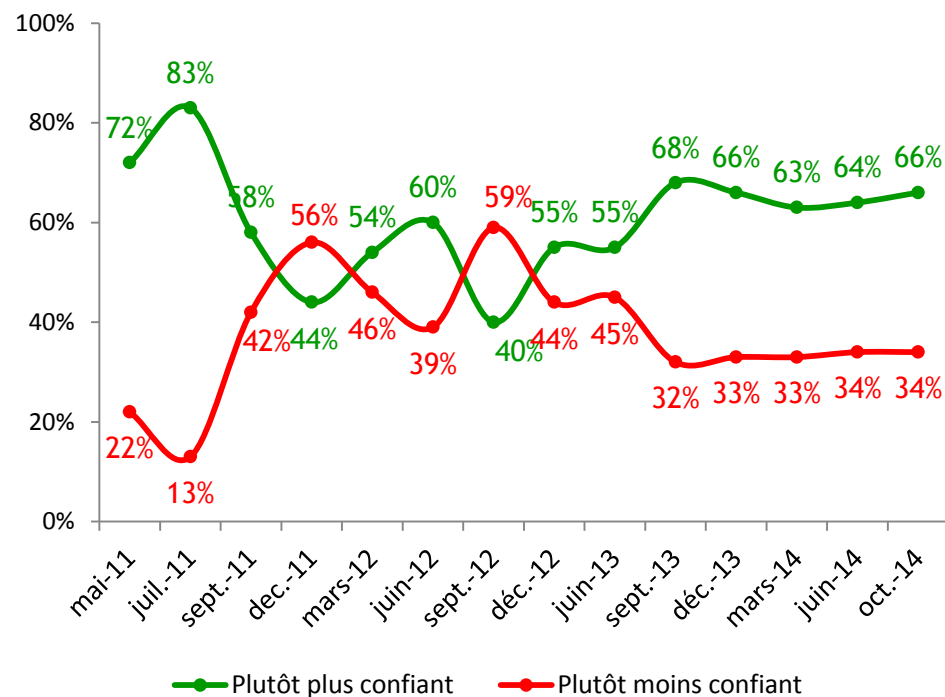
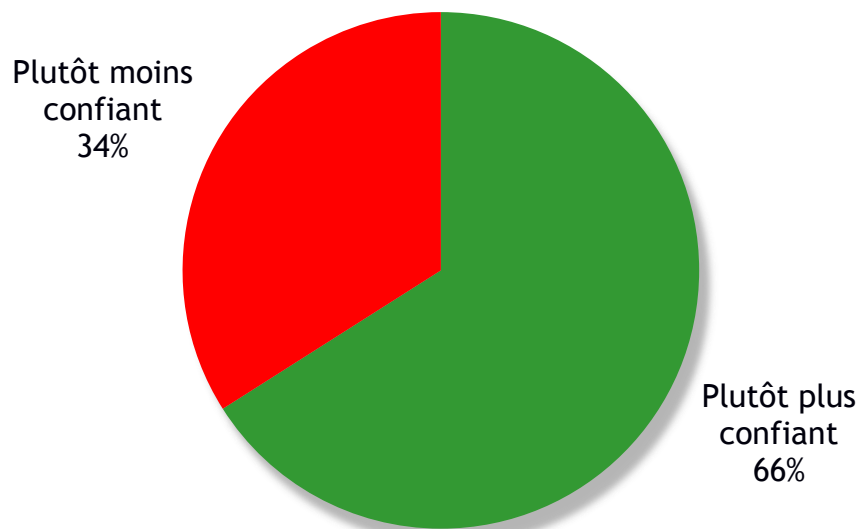
* Item non suggéré

**II - Résultats des
questions
barométriques posées
aux éditeurs de
logiciels**



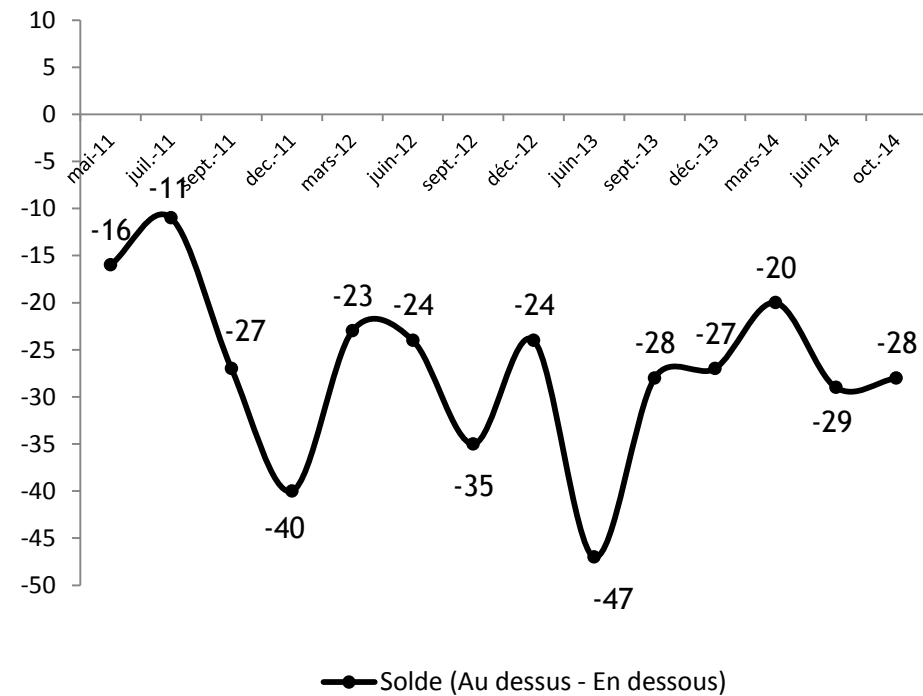
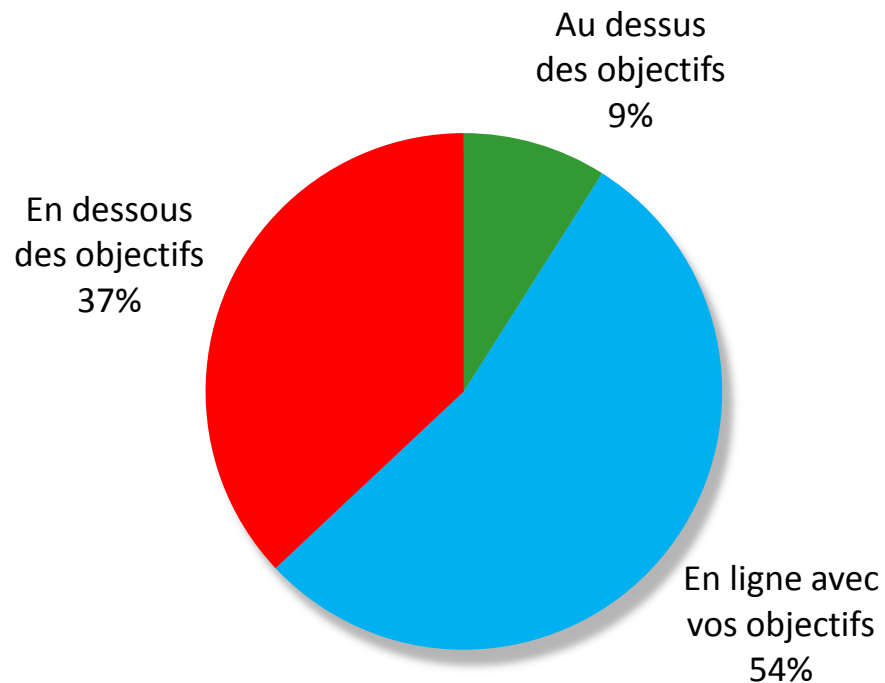
Le moral des éditeurs : une embellie qui se confirme depuis 2 ans

- Depuis ces trois derniers mois, êtes-vous plutôt plus confiant ou plutôt moins confiant concernant l'avenir de la situation économique de votre entreprise (ou bien, de votre secteur) ?



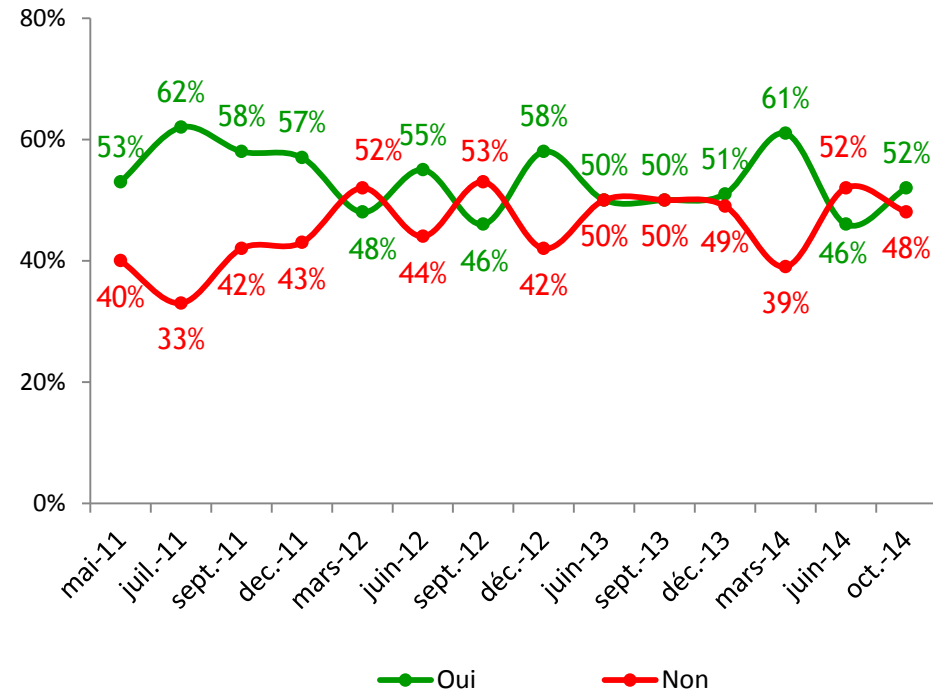
A un trimestre de la fin d'année 2014, un état d'avancement rigoureusement identique à celui mesuré en septembre 2013

- Par rapport à vos objectifs, êtes-vous pour le moment plutôt au- dessus, plutôt en-dessous, ou en ligne avec ce que vous vous étiez fixés pour 2014 ?



Des intentions de recrutement qui progressent et reviennent à leur niveau moyen...

- Avez-vous prévu d'augmenter vos effectifs cette année ?



... alors que les prévisions d'investissement rebondissent.

- Avez-vous prévu des investissements sur de nouveaux projets dans les trois mois à venir ?

